

REVUE

d'

# HISTOIRE

de *Charlevoix*

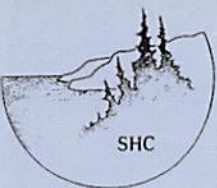
JP  
LA

N u m é r o 6 9

O c t o b r e 2 0 1 1



*Charlevoix,  
ses villes et ses villages  
en photos*



# La Société d'histoire de Charlevoix

Le logo évoque les trois pays de Charlevoix, tels que perçus par Félix-Antoine Savard : la mer, la terre et la forêt.

## Membres corporatifs (1 000\$ et plus)

Casino de Charlevoix

Centre santé beauté Francine Thibeault

Power Corporation du Canada

Hydro-Québec

Dr Jean-Luc Dupuis

## Membres bienfaiteurs à vie (1 000\$ et plus)

Alarmes et extincteurs  
Charlevoix

Robert Ascah

Auberge La Maison Otis

Auberge La Pinsonnière

Yvon Bellemar

et Janine Tourville

Johanne Bergeron

Rosaire Bertrand

Jean-Pierre Bouchard

Marc Bouchard

Martin Brisson

Janet C. Casey

Rémi Clark

Corporation municipale de  
l'Isle-aux-Coudres

Marc DeBlois

Yolande et Pierre Dembowski

Jean-Claude Dupont

Domaine Forget

Abbé Bertrand Fournier

Georges Fournier

Raymond Gariépy

M. et Mme Leslie H. Gault

Anne-Marie L'Abbé Groulx

Léonard et Aurore Gauthier

Fernand Harvey

Imprimerie Charlevoix inc.

Fernand Labrie

Laurent Lafleur

Paul et Rita Lafleur

Monique Larouche

Pierre Legault

L'Héritage canadien du Québec

Ghislaine Le Sauter

Lico imprimeur

Xavier Maldague

Municipalité de

Notre-Dame-des-Monts

Petites Franciscaines de Marie

Guy Paquet

Municipalité de Saint-Hilarion

André P. Plamondon

Maurice Potvin

Gilles Poulin

Diane et Jean-François Sauvé

Walter et Mary Schatz

Réjeanne Sheehy

Cyril Simard

Yolande Simard-Perrault

Rita Simard-Smookler

Huguette Tremblay

Jean Tremblay

Louis Tremblay

Louis-Marie Tremblay

et Yvette Froment

Ville de Clermont

J.C. Roger Warren

## Membres bienfaiteurs (100\$ à 999\$)

Madeleine Boies-Fortier

Jean-Paul Boudraux

Léonce Brassard

Caisse populaire de La Malbaie

Francine Castonguay-Laurin

Victor Cayer

Commission scolaire

de Charlevoix

Antoine Desgagnés

Henri Desmeules

Marc Desmeules

Johanne Desrochers

Simone Éthier-Clarke

Léonce Gauthier

Hélène Gervais

Magella Girard

Raymond Guay

Fernand Lapointe

Charles-Auguste Lavoie

Guy Le Rouzès

André Maltais

René Martin

Massif de Charlevoix

André Morin

Lyse Nantais-Godin

Gaston Ouellet

Caroll Richard

Lorraine Rochette

Martin Rochette

Denis Tourangeau

Claude et Janine Tremblay

Céculie Simard

## Membres de soutien (50\$ à 99\$)

Louis Asselin

Arthur Beaulieu

Pierre Beaupré

Louis Bhérier

Bibliothèque Laure-Conan

François Blanchette

Bernard Bouchard et Micheline

Dufour

Guy Bouchard

Rémi Bouchard

Lyne Brassard

Ulysse Brassard

Guy Bureau

Paul-André et Danielle Carpentier

Claude L. Casgrain

René Cayer

Léontine Chabot

Henri Chaperon

Chapiteaux du monde

Marc Clotuche

Martial Dassylva

Germain Desmeules

Marc Desmeules

Claude Despins

Thomas Donohue

Yvon Dubé

Geneviève Dufour

Jacques Dufour

Louis Dufour

Mathias Dufour

Luc Filion

Rodolphe Forget

Denis Fortier

Hélène Fortier

André Gagné

Régis Gagnon

Pierre Gaudreault

Réal Gaudreault

Ginette Gauthier

Janine Gauthier

Pierre Gauthier

Serge Gauthier

Yvon et Élizabeth Gauthier

Robert Giroux

Clément Gravel

Madeleine Guérin

Réjane Michaud-Huot

Claude Harvey

Christian Harvey

Daniel Harvey

Gaudias Harvey

Robert Harvey

Édith Jean

Esther Jean

Lucille Lafond-Colombeau

Claude Lapointe

Réal Lapointe

Gaston et Micheline Larouche

Michel Leclerc

Robert Marcotte

François Maltais

André Michaud

Jean Miller

René Moisan

Jean-Denis et Marthe Paquet

Jean-Pierre Paquet

Odette Perron

Philippe Poulin

Yvon Racine

Claire Renaud-Tardif

Hélène Rochette

Jeannine Rousseau

Municipalité de

Saint-Aimé-des-Lacs

Pierre-Paul Savard

Réal St-Laurent

Sébastien Thibeault

Carole Tremblay

Daniel et Jeannine Tremblay

Francis A. Tremblay

Georges-Étienne Tremblay

Gilles Tremblay

Hervé Tremblay

Jean-Pierre Tremblay

Raymond Tremblay

Réjean Tremblay

Suzanne Tremblay-Bachand

André Trotier

Gilles Turcotte

Jean-Luc Turcotte

Bernadette Veilleux

Ville de La Malbaie

Revue d'histoire de Charlevoix  
Numéro 69, Octobre 2011  
15\$ l'exemplaire

Abonnement à la Revue d'histoire  
de Charlevoix  
30\$ par année (4 numéros)

Directeur de la revue :  
Christian Harvey

La Revue d'histoire de Charlevoix  
est publiée par la Société d'histoire  
de Charlevoix dont le Conseil  
d'administration se compose  
des membres suivants :  
SERGE GAUTHIER (Président)  
DENIS FORTIER (Vice-président)  
CHRISTIAN HARVEY  
(Secrétaire-trésorier)  
LAURENCE HARVEY, RAYMONDE  
SIMARD, HELENE TREMBLAY  
(Administratrices)

#### Comité de rédaction

Serge Gauthier  
Christian Harvey  
Normand Perron

#### Rédaction des textes

Baie-Sainte-Catherine :  
Suzanne Dallaire.  
La Malbaie, Saint-Siméon :  
Christian Harvey.  
Clermont, Notre-Dame-des-Monts,  
Saint-Aimé-des-Lacs, Saint-Hilarion :  
Serge Gauthier.  
Baie-Saint-Paul, Isle-aux-Coudres,  
Les Éboulements, Petite-Rivière-  
Saint-François, Saint-Irénée,  
Saint-Urbain : Normand Perron.

#### Pour nous joindre:

Société d'histoire de Charlevoix  
156, de l'Église, La Malbaie  
(Québec) G5A 1R4  
Téléphone : 418-665-8159  
Courriel : shdc@sympatico.ca  
Web : www.shistoirecharlevoix.com  
Le bureau de la Société d'histoire  
est accessible sur rendez-vous  
seulement.

Directeur de la Société d'histoire  
de Charlevoix :

SERGE GAUTHIER

Archiviste responsable :  
CHRISTIAN HARVEY

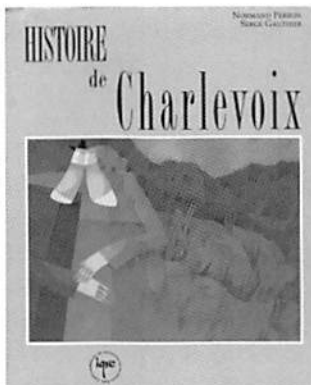
Les opinions émises dans la revue  
n'engagent que leurs auteurs.

Impression : Imprimerie Charlevoix

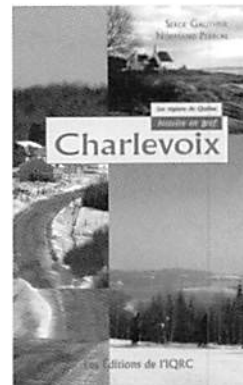
Tous droits réservés.  
Société d'histoire de Charlevoix 2011.

Dépôt légal, 4<sup>e</sup> trimestre 2011.  
ISSN 0829-2183

# DIX ANS APRÈS LA PARUTION DE L'HISTOIRE DE CHARLEVOIX



Histoire de Charlevoix, 2000



Charlevoix, histoire en bref, 2002

En 2000, à la suite d'une importante levée de fonds et d'une volonté populaire clairement exprimée par le milieu, la région de Charlevoix se dotait enfin de son livre d'histoire régionale dans la collection prestigieuse de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). En 2002, c'était l'histoire en bref de Charlevoix qui paraissait aux Éditions de l'IQRC. En cet automne 2011, dix ans après ces parutions essentielles, il convient de se rappeler, de s'interroger et voilà pourquoi la Société d'histoire de Charlevoix a voulu commémorer tout cela.

Longtemps, l'idée que Charlevoix possède son histoire régionale fut un rêve. Ce fut aussi un défi car notre petite région culturelle, trop souvent divisée, aurait bien pu voir son histoire être racontée à l'intérieur de celle de la région de Québec (Capitale-Nationale). Ce ne fut pas le cas. Mais, dix ans plus tard, que reste-t-il de cette identité régionale si marquée qu'un livre d'histoire régionale pouvait lui être rattaché? Certains seront optimistes, mais d'autres pas. Le Charlevoix régional, malgré les coups portés par trop de personnes refermées sur leur « localité », existent pourtant encore. Nous pouvons encore en parler. Il n'est peut-être pas trop tard.

La Société d'histoire de Charlevoix veut donc que le présent numéro de sa *Revue d'histoire de Charlevoix* marque sa volonté d'unir Charlevoix et non de le diviser. On y retrouve des photos et des textes historiques sur chacune des municipalités de Charlevoix qui sont aujourd'hui bien moins nombreuses qu'avant 2000, suite à plusieurs fusions. Ce numéro constitue de ce fait une remise à jour du nouveau cadre municipal de Charlevoix, en plus d'être une promenade merveilleuse dans une région toujours aussi belle, en dépit des pertes patrimoniales qu'elle subit régulièrement. La Société d'histoire de Charlevoix tiendra ainsi un colloque le 8 octobre 2011 pour réfléchir autour de l'histoire de notre région. Une exposition de photos réalisée à partir du présent numéro fera de même l'objet d'une exposition au Musée de Charlevoix à l'automne 2011 et à la Maison de la Société d'histoire de Charlevoix (156, de l'Église, La Malbaie) en 2012. Nous vous invitons à suivre tous ces événements et à marquer par votre participation votre volonté de croire à l'existence d'une région culturelle et historique dans Charlevoix.

Faire reconnaître le passé régional de Charlevoix, voilà bien le défi à retenir. La région est si fragile, si menacée, si peu protégée en fait. Votre appui à ce rare organisme culturel vraiment régional de Charlevoix qu'est notre Société d'histoire, montre votre volonté d'y croire encore depuis près de trente ans. Nous tiendrons bon, l'Histoire de Charlevoix sera encore commémorée et célébrée dans l'avenir et notre Société d'histoire de Charlevoix restera au poste de commande.

Serge Gauthier, Ph.D.  
Président de la Société d'histoire de Charlevoix

La Ville de La Malbaie, née d'une fusion en 1999, constitue un milieu social et économique contrasté regroupant d'anciennes municipalités dispersées sur un vaste territoire de 471 kilomètres carrés. La section centrale de la municipalité constitue depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle le chef-lieu de l'Est de Charlevoix d'où sa vocation sans cesse accentuée depuis d'une économie axée sur les services. Le phénomène de la villégiature et du tourisme marquent pour leur part les secteurs de Pointe-au-Pic et de Cap-à-l'aigle.

Le secteur tire son nom du navigateur Samuel de Champlain qui, en 1608, lui accole l'appellation de « malle baye » car elle « s'assèche de basse mer ». Malgré une légende tenace, le fondateur de Québec ne s'est pas échoué dans la baie avec son navire car, lors de ce voyage, ce dernier avait été laissé à Tadoussac. En 1653, le nom de Malbaie est donné à une seigneurie concédée à Jean Bourdon. Sous le Régime français, le territoire de La Malbaie connaît une exploitation sporadique, passant de mains en mains, mais aucune occupation sédentaire permanente ne se concrétise. En 1724, la seigneurie est rattachée au Domaine du roi.

Après la Conquête, le territoire de l'ancienne seigneurie de La Malbaie est partagé entre deux colonels écossais. En 1762, John Nairne obtient la seigneurie de Murray Bay, dont le territoire s'étend du Cap-aux-Oies (Les Éboulements) à la rivière Malbaie et, Malcolm Fraser, la seigneurie de Mount Murray située entre la rivière Malbaie et la rivière Noire (Saint-Siméon). La Malbaie connaît une croissance démographique rapide avec l'arrivée d'une population issue des anciennes seigneuries de la région. De 254 en 1790, sa population se multiplie par dix en passant à 2802 en 1831. Le territoire occupé déborde rapidement la vallée de la rivière Malbaie pour se tourner vers le plateau intermédiaire et se déplacer de plus en plus loin, vers l'est, au-delà de Cap-à-l'aigle. En conséquence, un morcellement du territoire s'opère avec le détachement des paroisses religieuses de Sainte-Agnès (1830), de Saint-Irénée (1842) et de Saint-Fidèle (1850) jusqu'alors reliées à la paroisse-mère de Saint-Étienne de la Malbaie dont le territoire recouvre, plus ou moins, celui des seigneuries de Murray Bay et Mount Murray. En 1855, ces villages obtiennent leur érection sur le plan municipal comme La Malbaie qui, au fil des ans, connaît un processus de subdivision interne avec les créations successives de Pointe-au-Pic (1876), de La Malbaie village (1896), de Cap-à-l'aigle (1916), de Clermont (1935) et de Rivière-Malbaie (1938).

Sur le plan économique, sa vocation dans le secteur des services est depuis longtemps bien marquée. Dès le début du 19<sup>e</sup> siècle, un espace villageois se forme à l'ouest de l'embouchure de la rivière Malbaie. C'est là qu'apparaît, particulièrement autour du tracé de l'actuelle rue Saint-Étienne, un regroupement de magasins généraux, des boutiques spécialisées, des artisans et des professionnels. Entre 1859 et 1862, un Palais de justice est construit à La Malbaie qui favorise l'ouverture de bureaux d'avocats. En 1876, les

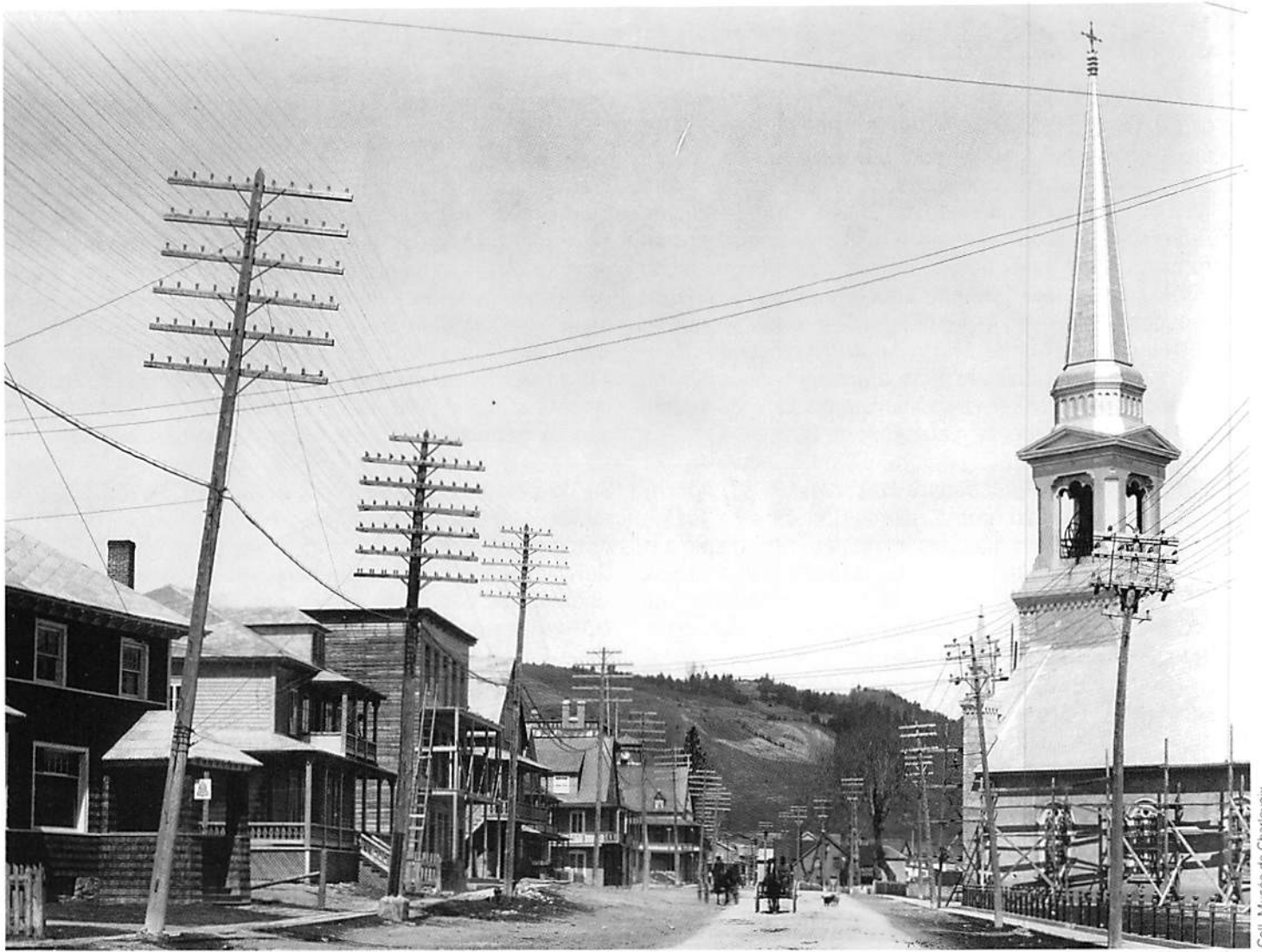
Sœurs de la Charité de Québec arrivent dans la localité afin de poursuivre leur mission dans le domaine de la formation des jeunes filles et, en 1901, un collège pour garçons administré par les Frères Maristes ouvre ses portes. Au 19<sup>e</sup> siècle, La Malbaie apparaît donc comme le chef-lieu de l'Est de la région et les habitants de localités aussi lointaines que Tadoussac se rendent à La Malbaie en raison de la panoplie de biens et services que l'on y retrouve.

Cette vocation s'accroît davantage au 20<sup>e</sup> siècle. La rue Saint-Étienne connaît son apogée dans les années 1930 à 1970. Un réseau complet de petits commerces familiaux y est en opération : la pharmacie Bergeron, des boutiques de vêtements pour hommes et dames, le Garage Lapointe, les magasins généraux Couturier et J.E. Carpentier et bien d'autres. Le Centre commercial Place Charlevoix est inauguré en 1974 permettant d'offrir de nouvelles possibilités à la population locale. Dans le secteur public, la Révolution tranquille favorise la création de nouveaux emplois. En santé, le centre hospitalier créé en 1942 connaît un développement important à partir des années 1970 avec la mise en place de l'assurance-maladie. L'éducation connaît un essor analogue avec l'ouverture de la Polyvalente du Plateau en 1971 qui accueille tous les étudiants du niveau secondaire du secteur Est de la région. Aujourd'hui, La Malbaie avec sa rue principale, son centre commercial, ses services de santé et d'éducation maintient son statut de chef-lieu malgré l'attrait des grandes chaînes situées dans les centres urbains.

La villégiature et le tourisme marquent particulièrement les secteurs de Pointe-au-Pic et de Cap-à-l'aigle. Limité à quelques familles, le phénomène devient massif dans les années 1870 avec le développement des croisières à vapeur sur la Ligne du Saguenay. Des hôtels comme le Manoir Richelieu ou des résidences de villégiature situées sur le Boulevard des Falaises témoignent de cette époque. Malgré une décroissance observée dans les années 1970, le tourisme est relancé notamment avec un réseau d'auberges. L'ouverture d'un Casino en 1994 favorise pour sa part la stabilisation des activités du Manoir Richelieu. Les autres secteurs de La Malbaie forment des milieux plus ruraux particulièrement Sainte-Agnès, où l'on retrouve une magnifique église datant de 1844, et Saint-Fidèle bien connu pour sa fromagerie ouverte en 1902. Longtemps centré sur l'agriculture, Rivière-Malbaie est devenu depuis les années 1970 un secteur résidentiel avec sur son territoire le centre de ski le Mont Grand-Fonds.

À la suite d'une première fusion avec Pointe-au-Pic en 1995, la nouvelle ville regroupée de La Malbaie inclut en 1999 le territoire de Sainte-Agnès, de Rivière-Malbaie, de Cap-à-l'aigle et de Saint-Fidèle. La Malbaie est aujourd'hui la municipalité la plus peuplée de la région avec 8 958 habitants en 2006. Sa vocation de services est bien affirmée et demeure une destination reconnue pour de nombreux visiteurs.

*Par Christian Harvey*



Coll. Musée de Charlevoix

▲ La rue Sainte-Étienne au début du 20<sup>e</sup> siècle



Coll. Société d'histoire de Charlevoix - Mgr Thomas-Louis Imbeau

Vue hivernale de l'ancienne chapelle protestante de Pointe-au-Pic connue sous le nom de « mitaine ».

Dès 1795, le rang de la Chute Nairne est ouvert au peuplement. Ce n'est toutefois qu'à partir de 1800 environ que les premiers habitants s'installent sur place. Le nom de Chute Nairne provient d'une dénivellation située sur la rivière Malbaie où est érigé un barrage en 1903. Le site du rang de la Chute Nairne s'avère dès ses débuts un secteur agricole intéressant. Il est aussi l'objet avec le développement du tourisme à La Malbaie, de nombreuses visites de villégiateurs anglophones dans le secteur de Snigoll (ou seagull vu l'abondance de goélands) du milieu du 19<sup>e</sup> siècle au début du 20<sup>e</sup> siècle. Toutefois, le développement industriel de la localité va faire passer la vocation touristique du lieu au second rang très rapidement au début du 20<sup>e</sup> siècle.

En effet, dès 1910, la *East Canada Power and Pulp Company* sous la direction de l'homme d'affaires Rodolphe Forget fait débiter la construction d'une usine de pâte mécanique à la Chute Nairne. L'usine est prête pour la production en 1912. Toutefois, le débit insuffisant de la rivière arrête bien vite la production. Celle-ci se poursuit sur une base sporadique jusqu'en 1926, alors que se met en place une ligne de transport de courant électrique à partir de la rivière Sainte-Anne. Étrangement, c'est la crise économique des années 1930 qui relance l'usine sous la direction des frères Donohue. Ainsi, en 1939, l'usine entreprend des opérations sur une base permanente. Ce fait entraîne un changement social à Clermont, alors que les agriculteurs du lieu deviennent des ouvriers. Une culture syndicale se lie à ce changement de vocation économique et les conditions de travail et de salaires s'améliorent progressivement. L'usine Donohue de Clermont atteint son apogée dans les décennies 1950-1970 et en 1967 elle peut produire 250 000 tonnes de papier par année. Les années 1980 à 2000 amènent une certaine décroissance avec la baisse d'utilisation du papier journal. Aujourd'hui sous la direction d'Abitibi-Bowater, l'usine

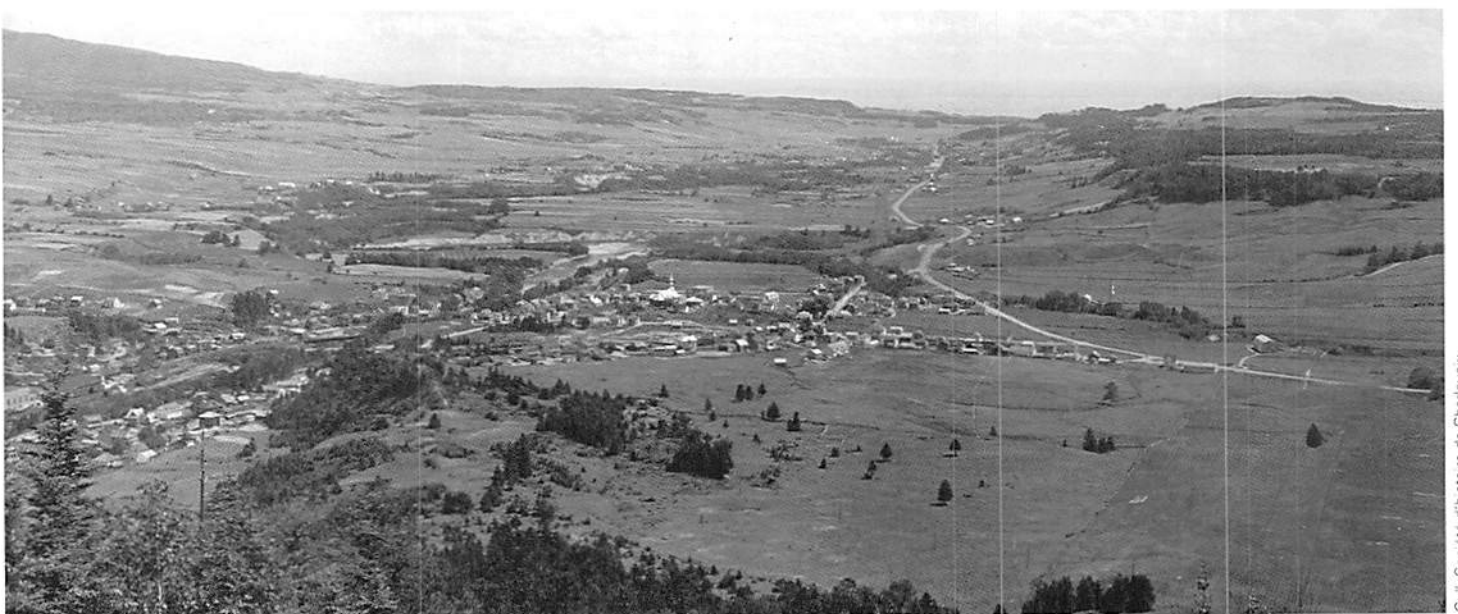
connaît une période d'incertitude et de questionnements face à son avenir.

C'est d'abord la paroisse religieuse de Saint-Philippe de Clermont qui est créée en 1931, sous la direction du curé Félix-Antoine Savard (1896-1982). Ce dernier fait adopter le nom de Clermont en hommage à son écrivain préféré Blaise Pascal originaire de Clermont-Ferrand (France). En 1935, la municipalité de Clermont se forme à son tour. Elle obtient le statut de ville en 1967. Sous l'impulsion du développement industriel, la population de Clermont passe de 1318 habitants en 1941 à 3621 en 1981 et à 3054 en 2009. Clermont demeure donc le cœur industriel de la région depuis ses origines.

Sur le plan culturel, Clermont est le lieu de rédaction du roman *Menaud maître-draveur* publié en 1937 par Félix-Antoine Savard. Patrie d'origine de la syndicaliste Laure Gaudreault (1889-1975) qui a œuvré en faveur de l'amélioration des conditions de vie des institutrices rurales du Québec et aussi celle de l'incroyable coureur Alexis Lapointe dit le Trotteur (1860-1924). Ce dernier, après avoir été exhumé de son tombeau en 1966 et exhibé dans des musées saguenéens comme squelette, est maintenant de retour à Clermont où il a été inhumé en novembre 2009, après de longues demandes et des pressions exercées par la Société d'histoire de Charlevoix.

Site de pêche aux saumons sur la rivière Malbaie dès le début du 19<sup>e</sup> siècle, Clermont a retrouvé ce statut perdu à cause de l'industrialisation, avec la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Aussi, le secteur des Berges de la rivière Malbaie et la Montagne de la Croix redonnent à nouveau une vocation touristique à Clermont qui, avec le 21<sup>e</sup> siècle, pourrait devenir un des hauts lieux touristiques de Charlevoix.

Par Serge Gauthier



Vue de Clermont de la Montagne de la croix



Scène agricole au coeur du village de Clermont, c. 1950

Coll. Société d'histoire de Charlevoix - Mgr Thomas-Louis Imbeau



L'usine de pâte mécanique, c. 1920

Coll. Musée de Charlevoix

Baie-Sainte-Catherine est une petite municipalité située à l'extrême Est de Charlevoix. Le village est bordé par une grande baie et par une plage qui est la plus longue du comté. Autrefois, la baie contenait de nombreuses pêches à fascines qui permettaient aux agriculteurs et aux habitants d'obtenir un supplément de nourriture. On y pratiquait aussi la chasse aux marsouins et aux phoques pour vendre l'huile et les peaux. Plusieurs phares, comme celui de la Pointe-Noire et d'autres, ont été depuis très longtemps installés à l'entrée du fjord du Saguenay et à proximité des rives de la baie, ce qui témoigne de la dangerosité des battures et de la force des courants du large. Le fjord du Saguenay a été depuis toujours domestiqué par les habitants qui autrefois le traversaient en petite barge pour se rendre à Tadoussac. Il fallait traverser la rivière Saguenay de toute façon car la « mail » devait se rendre « d'un côté comme de l'autre », comme on le disait. Par la suite sont arrivés les bateaux à voile puis à moteur.

La navigation à Baie-Sainte-Catherine a été pour beaucoup d'hommes le moyen de faire vivre leur famille. Ils ont navigué sur les goélettes de bois et de métal, en barges, à bord de petits bateaux à voiles et à moteur pour se déplacer quotidiennement sur les eaux du fleuve et du fjord.

Le fleuve et sa baie, le fjord, ainsi que la forêt de Baie-Sainte-Catherine ont été — et sont toujours aujourd'hui, mais d'une manière différente — le moteur économique de ce village. Le milieu du 19<sup>e</sup> siècle et le début du 20<sup>e</sup> siècle sont marqués par l'ouverture de deux moulins à scie de la *Cie Price Brother's*, l'un à la Rivière-aux-Canards et l'autre dans l'anse Sainte-Catherine. La forêt (pour les matières premières) et le fleuve (pour la transformation et le transport) ont favorisé l'implantation de cette compagnie qui a exploité les ressources forestières et fluviales pendant une dizaine d'années pour chacune de ces périodes. Puis vers 1935, dans la foulée de la politique provinciale de colonisation du territoire, le village a connu une brève expansion à l'intérieur des terres, alors que des colons ont érigé de nouveaux chemins pour s'installer sur des terres gratuites. Ce développement fut toutefois de courte durée, car ces terres étaient quasi infertiles et furent délaissées rapidement. La seule ressource qui en fut durablement tirée a été le bois. C'est ainsi que cette colonisation, à la faveur de la crise économique, a en quelque sorte « forcé » avant tout des hommes (anciens ouvriers, marins, agriculteurs, etc.) à devenir bûcherons. Il faut savoir que la coupe du bois, depuis longtemps présente à Baie-Sainte-Catherine, était jusque-là une activité d'appoint : plusieurs agriculteurs se faisaient également bûcherons car

ils faisaient la coupe de bois sur leurs terres selon la saison et selon les besoins économiques. On notera par ailleurs que pour d'autres habitants, l'appel du fleuve était plus fort que celui de la forêt : naviguer était pour ceux-là le premier choix.

Les documents écrits indiquent que c'est l'activité agricole qui a permis l'édification du village actuel par l'occupation du territoire de la Rivière-aux-Canards où, vers 1830, des premiers habitants « *squatteurs* » se sont installés. Il s'agissait alors d'une culture d'autosubsistance avant tout. On constate que dès 1821 la *Cie Price Brother's* construisit un premier moulin à la Rivière-aux-Canards, ce qui amena une première vague de colons. Mais le moulin brûla en 1842. De 1843 à 1856, il y eut l'installation d'un nouveau moulin à scie de la *Cie Price Brother's* tout près de cette même rivière. C'est par la suite que l'on créa un premier cimetière à la Pointe-aux-Alouettes (vers 1865) et que l'on construisit une chapelle (1879) à côté de ce cimetière. Ceci suppose le début d'une sédentarisation des colons. De 1901 à 1909, avec l'ouverture d'un nouveau moulin Price dans l'anse Sainte-Catherine (secteur du quai de Baie-Sainte-Catherine actuel), la population augmente et on érige donc en 1908 une église pour que la population locale et les familles ouvrières de l'anse puissent pratiquer leurs rites religieux. C'est ainsi qu'en 1903, l'anse Sainte-Catherine devient, tout comme l'était la Rivière-aux-Canards, la paroisse Saint-Firmin (cette appellation a prévalu jusqu'en 1984, année où le village a pris le nom de Baie-Sainte-Catherine).

Par la suite, Baie-Sainte-Catherine se développera à partir de ses propres moyens, jusqu'au tournant des années 1980. À partir du milieu des années 1930, se succéderont des années de vie forestière, de navigation, de charges de gardiens de phares et de manœuvres sur les traversiers. Aujourd'hui, Baie-Sainte-Catherine, avec ses quelque 250 habitants, continue de vivre de son fleuve et de sa forêt, mais le tourisme est devenu le principal levier économique du village. Les compagnies de croisières d'observation des mammifères marins se sont installées près du fleuve et du fjord. Le fleuve et ses rives sont devenus des parcs protégés. La baie est devenue un endroit de détente et de marche. Les montagnes et la forêt offrent des activités de marche en sentiers et d'activités de pêche. Enfin, ce qu'il faut surtout souligner est qu'au-delà de ce qui a été cultivé, bûché ou navigué à travers les décennies, Baie-Sainte-Catherine se caractérise avant tout par la richesse de sa culture « immatérielle », en particulier son histoire orale. La « place » et les gens qui la racontent sont ici indissociables.

Par Suzanne Dallaire





Coll. GRAP

Vue du village de Baie-Sainte-Catherine au milieu du 20<sup>e</sup> siècle



Coll. GRAP

Pointe-aux-Alouettes

Située au centre d'un paysage montagneux splendide, la municipalité de Notre-Dame-des-Monts impressionne grandement. Son histoire remonte au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, alors qu'à partir de terres de la Couronne demeurées vacantes le canton de Sales est créé. Ce territoire ne fait donc jamais partie de la seigneurie de Murray Bay située à proximité et les anciens du lieu disent avec justesse que leurs terres se situent « chez le Roi » plutôt que « chez le seigneur »

Nommé en l'honneur de la famille De Sales Laterrière, seigneurs des Éboulements, le canton De Sales est tracé en 1853 par l'arpenteur Duberger. Dès le 17 avril 1862, la municipalité scolaire De Sales est créée. À ce moment, il y a déjà une population d'un peu plus de 200 habitants sur le territoire.

Toutefois, sur le plan municipal, il faut attendre de nombreuses années avant que les résidents de De Sales puissent obtenir leur administration distincte. Ils sont plutôt rattachés à la municipalité de Sainte-Agnès formée en 1855. Cette situation n'est pas de tout repos. Les gens de De Sales se sentent souvent éloignés et peu en lien avec le conseil de Sainte-Agnès. C'est grâce à leurs efforts et à leur détermination qu'une municipalité existe finalement sur le territoire et prend le nom de De Sales en 1935.

Contrairement à une certaine tradition québécoise, la paroisse religieuse n'apparaît pas en même temps que la municipalité à De Sales. À cause de l'opposition des autorités diocésaines de l'Évêché de Chicoutimi ce n'est qu'en 1947 qu'une paroisse est accordée à cette population. Celle-ci n'avait cependant pas attendu l'accord de l'Évêque pour commencer à construire son temple religieux et ce avant même que soit accordée l'érection canonique de la paroisse. Le nom de Notre-Dame-des-Monts est octroyé à cette nouvelle entité et la municipalité adopte aussi cette appellation dès 1947.

L'économie de Notre-Dame-des-Monts est d'abord essentiellement agricole. Toutefois, le climat difficile de ce secteur montagneux offre une période de culture plutôt courte et Notre-Dame-des-Monts ne s'impose pas comme un site agricole facile. La production laitière y est toutefois présente

et à la fin du 19<sup>e</sup> siècle l'on trouve même une fromagerie sur place. L'industrie forestière occupe une partie de la main-d'œuvre l'automne et l'hiver; il existe aussi des scieries actives sur le territoire. Un magasin général créé en 1941 permet la formation d'un petit espace villageois de services dans la localité. La population de Notre-Dame-des-Monts occupe aussi de nombreux emplois à l'extérieur du territoire municipal notamment à l'usine papetière de Clermont ou encore comme monteur de lignes pour Hydro-Québec à partir des années 1960. La population de Notre-Dame-des-Monts s'élève aujourd'hui à autour de 800 habitants, alors qu'elle était d'environ 600 lors de sa fondation en 1947.

La toponymie locale de Notre-Dame-des-Monts est fort riche. Au pied de la somptueuse montagne de la Noyée dont la forme s'apparente à une jeune femme allongée sur le dos, les rangs du lieu prennent des appellations très pittoresques. Il faut signaler le rang « Cache-toé-ben » nommé ainsi parce qu'il y avait des « caches » pour le canard tendues par un dénommé Aubin, ainsi les « Caches à Aubin » sont devenues « Cache-toé-ben ». Le rang de « Chiguère » tient son nom d'une scierie établie sur place mais dont le succès n'était pas bien grand et l'on disait que « cet établissement ne scie guère » d'où le nom « Chiguère ». Il y a aussi le rang de « Chicago » dont des résidents se rendent habiter cette localité américaine au 19<sup>e</sup> siècle et encore le rang « Pousse-Pioche » aux habitants si pauvres qu'ils devaient creuser leurs terres avec de simples pioches.

Peu présente dans les circuits reconnus, la municipalité de Notre-Dame-des-Monts est demeurée un peu en retrait de l'activité touristique régionale. Toutefois, en hiver, on peut y pratiquer la motoneige et des randonnées de traîneaux à chiens. Durant la saison estivale, suite à une initiative de la Société d'histoire de Charlevoix lors des États généraux de la Municipalité en 2002, dans le bâtiment d'une ancienne fromagerie de la localité, existe maintenant un Centre d'interprétation de l'histoire et du patrimoine de Notre-Dame-des-Monts appuyé par les autorités municipales. C'est une occasion de découvrir le passé d'une municipalité fort attachante qui n'a pas encore livrée tous ses secrets aux visiteurs et aux touristes.

*Par Serge Gauthier*



Vers Notre-Dame-des-Monts

Coll. Société d'histoire de Charlevoix



Photo - Normand Perron

Vue du village de Notre-Dame-des-Monts



Coll. Société d'histoire de Charlevoix - Mgr Thomas-Louis Imbeau

Bâtiment agricole à l'entrée du village

Au cœur de l'arrière-pays charlevoisien, la municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs s'étend sur un vaste territoire (101 kilomètres carrés) cerclé de lacs et de montagnes. Depuis 2000, cette localité s'impose comme la porte d'entrée du Parc national des Hautes-Gorges-de-la-Rivière-Malbaie dont la beauté attire une abondante clientèle touristique.

Les origines de Saint-Aimé-des-Lacs ne sont pas très anciennes. En effet, vers 1940, le curé de Sainte-Agnès, l'abbé Alfred Girard, constate que l'église du lieu est éloignée d'une bonne partie de ses paroissiens et il décide en conséquence d'en faire construire une plus au centre de la paroisse. Ce nouveau temple est ainsi érigé en 1941 non loin du « petit lac » ou lac Sainte-Marie. Cette réalisation ne parvient toutefois pas à satisfaire l'ensemble des paroissiens de Sainte-Agnès et l'église ancienne ne ferme pas ses portes. Même que dans le canton De Sales débute la construction d'une autre église, ce qui prépare la naissance de la paroisse de Notre-Dame-des-Monts en 1947. Dans les années 1940, l'on désigne donc souvent Sainte-Agnès comme étant « la paroisse aux trois églises ».

La nouvelle paroisse de Saint-Aimé-des-Lacs est érigée sur le plan canonique en 1942. Il faudra cependant attendre le 30 septembre 1949 pour qu'une municipalité soit formée officiellement à même un territoire appartenant jusqu'alors à la municipalité de Sainte-Agnès (autrefois dans la seigneurie de Murray Bay) et à celle de De Sales (canton De Sales). Ainsi, sans l'initiative un peu impromptue et plutôt controversée de l'abbé Alfred Girard, il est probable que la municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs n'aurait jamais vu le jour.

La municipalité se développe pourtant bien. De fait, si en 1950 sa population est de 715 habitants environ, elle s'élève à 1 076 en 2006. Son économie repose au départ sur l'agriculture, mais ce secteur est bientôt presque totalement délaissé. L'industrie forestière, notamment grâce à la proximité de l'usine papetière de Clermont, s'y impose grandement. De même, grâce au roman nationaliste de Félix-Antoine Savard *Menaud maître-draveur* paru initialement en 1937, l'activité de la drave sur la rivière Malbaie se fait largement connaître et occupe aussi une partie des hommes du secteur à chaque printemps. Aussi le personnage de *Menaud*, pourtant une création littéraire de son auteur, peut être associé à deux personnages historiques de la municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs soient le draveur Joseph Boies et l'entrepreneur Onésime Gaudreault. Si Joseph Boies, reconnu par Félix-Antoine Savard comme son inspiration pour le personnage de *Menaud*, fut réellement un draveur, il n'en va pas de même pour Onésime Gaudreault dit le père *Menaud* dont le sobriquet fut retenu par le romancier. Il faut ajouter aussi qu'Onésime Gaudreault a géré quelque temps un hôtel sur le lac Nairne à Saint-Aimé-des-Lacs connu sous le nom de « l'Hôtel *Menaud* » et qu'il fut aussi propriétaire d'un moulin à scie dans la localité.

La plus importante caractéristique économique de Saint-

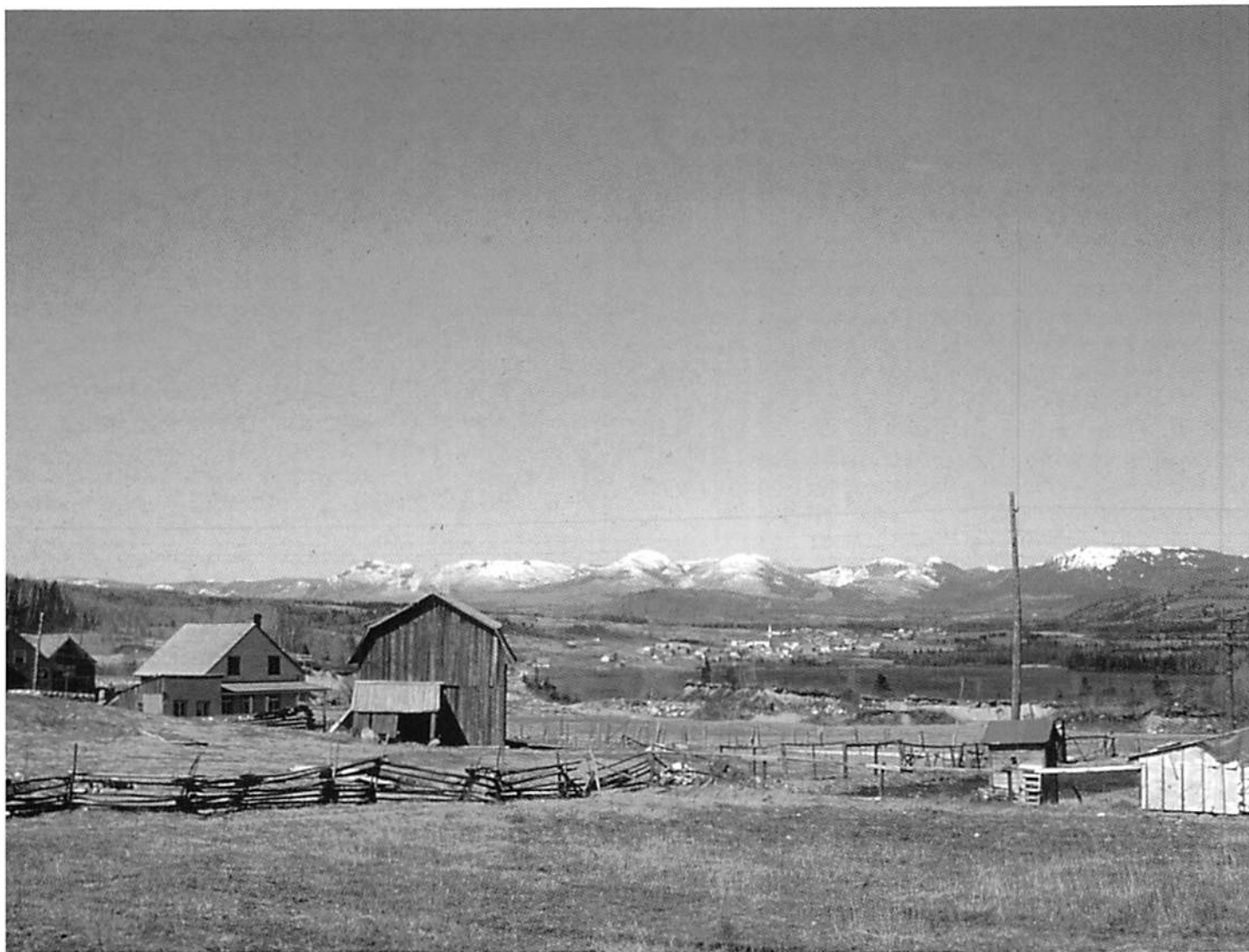
Aimé-des-Lacs, reste encore sa forte attirance comme lieu de villégiature. À chaque été depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, une population saisonnière vient s'établir sur ce site magnifique peuplé de lacs. Des centaines de chalets entourent donc progressivement le lac Nairne (Grand Lac) mais aussi le lac Sainte-Marie (Petit Lac) et bien d'autres lacs du secteur comme le Lac du Pied-des-Monts ou encore le Lac Brûlé. Des villégiateurs célèbres ont marqué l'histoire comme l'avocat et ancien lieutenant-gouverneur du Québec Sir Charles Fitzpatrick qui a érigé une chapelle à proximité du lac Sainte-Marie en 1917 et l'économiste québécois François-Albert Angers résident estival du secteur du lac Nairne durant de nombreuses décennies. La pêche attire des visiteurs à Saint-Aimé-des-Lacs, mais plus encore la baignade qui favorise le maintien de villégiateurs dans ce lieu jusqu'à nos jours. Dans ce contexte, une préoccupation environnementale s'impose plus particulièrement au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, afin de préserver la qualité des eaux des divers lacs de cette localité.

Saint-Aimé-des-Lacs a eu son importance dans l'histoire de l'aviation au Canada et même sur le plan international. Un temps, dans les années 1920 notamment, le lac Nairne sert de point de départ pour la livraison postale aérienne sur l'ensemble de la Côte-Nord. Le pilote Roméo Vachon a ainsi desservi cette route postale et fut même impliqué en mars 1928 dans le sauvetage des valeureux pilotes de l'avion Bremen en danger sur l'île Greenly non loin de Terre-Neuve, un événement dont le retentissement fut mondial.

Saint-Aimé-des-Lacs possède aussi un important potentiel minier qui fut exploité durant quelques années du début et jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle. Une mine de mica dans le secteur du lac du Pied-des-Monts a ainsi retenu l'attention de prospecteurs français et d'un autre d'origine suisse allemande nommé Séverin Auf Der Maur. Un équipement important a été installé sur place comprenant, notamment, une dynamo, un compresseur, divers outils de forage, une grande cheminée pour la combustion, un four, un casse-pierre et même un rail pour le transport du minerai. Une centrale électrique est établie sur le site. Il y a au moins trois maisons sur place pour les commodités du personnel qui s'élève jusqu'à 26 personnes durant les années 1930-40. Toutefois, les difficultés de transport du minerai vers le quai de Pointe-au-Pic auront raison de cette activité d'extraction jugée alors comme non rentable.

Des toponymes pittoresques parsèment la localité de Saint-Aimé-des-Lacs. Il faut signaler ainsi le rang de Mainsal, site de l'action du roman *Menaud maître-draveur*, dont le nom origine d'une déformation du nom Canton de Sales ou encore le secteur de la Régane où se trouvait autrefois le moulin à scie du père *Menaud* (Onésime Gaudreault). Plus que jamais, Saint-Aimé-des-Lacs demeure donc un site de villégiature envié et un lieu touristique unique très reconnu dans toute la région de Charlevoix et bien au-delà.

Par Serge Gauthier



Coll. Société d'histoire de Charlevoix - Mgr Thomas-Louis Imbeau

Vue du village de Saint-Aimé-des-Lacs, c. 1960



Photo : Normand Perron

Vue hivernale du lac Nairne, c. 2000

Vers 1920, l'écrivain Damase Potvin s'enthousiasme pour le panorama de Saint-Irénée « qui a l'air d'un village des Alpes ». Tous ne partagent pas son enthousiasme sur le paysage de Saint-Irénée, mais ce village situé entre les montagnes et le fleuve se distingue.

C'est en 1842 que Saint-Irénée devient en quelque sorte indépendante de La Malbaie avec l'érection canonique de la paroisse, ce qui suppose une population suffisante pour convaincre l'évêque d'autoriser cette entité religieuse. À la même époque débute la construction de l'église. La Malbaie avait alors commencé à déverser ses surplus de population dans sa périphérie. Jusqu'aux années 1860, la croissance de la population est assez soutenue à Saint-Irénée. De 1844 à 1861, elle passe de 730 à 998 habitants, puis croît lentement pour atteindre 1 059 et 1 290 en 1901 et 1911.

Bientôt apparaît la première municipalité en 1845, mais pour diverses raisons les habitants ne veulent guère des responsabilités qui leur incombent dans le cadre du régime municipal, dont celle de la voirie. Là, comme ailleurs, l'opposition persiste, même après l'adoption du nouvel Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada de 1855 qui précise les bases d'une nouvelle incorporation municipale. On juge la loi inintelligible et « pas en accord avec les mœurs et les coutumes du peuple qui est fatigué de tous les changements ». En 1856, on note, entre autres dans cette municipalité, des émeutes. On craint en particulier l'imposition de taxes foncières que les nouvelles responsabilités imposées nécessiteraient tôt ou tard. De plus, les Charlevoisiens sont divisés entre la municipalité de comté et la municipalité locale. À Saint-Irénée, les habitants préfèrent la municipalité locale. Ses citoyens s'accommoderont finalement de la nouvelle structure administrative locale, mais, à l'instar d'autres villages, l'utilisation des revenus de la taxation freinera longtemps l'amélioration de la qualité de vie.

Puisque l'étroite bande de terre que constitue le cœur du village ne laisse guère de place aux activités agricoles, c'est plutôt sur les terres des rangs du plateau que s'accroît la population. Rien de particulier ne distingue la vie des habitants de Saint-Irénée. Ils cultivent diverses céréales et s'intéressent comme d'autres à l'amélioration de leur sort avec l'ouverture d'une fromagerie en 1890 et la création d'un cercle agricole en 1893, sous les auspices du curé de la paroisse. On pratique aussi la pêche et à l'instar d'une majorité de municipalités riveraines, Saint-Irénée a son quai au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Concernant la pêche au capelan, elle a laissé son empreinte, la municipalité en faisant un élément identitaire dans ses armoiries.

Si un caractère pouvait distinguer Saint-Irénée de la majorité des municipalités de Charlevoix, c'est sa proximité de Pointe-au-Pic et de l'attrait que peut exercer cette municipalité sur des villégiateurs. Mais ici point de villégiateurs des bourgeoisies anglo-canadiennes et américaines; ils préfèrent se donner rendez-vous à Pointe-au-Pic. Les villégiateurs francophones, moins nombreux, optent plutôt pour Cap-à-

l'aigle, ou encore Saint-Irénée. Il reste que tous les espoirs sont permis. Même le toponyme de Saint-Irénée-les-Bains, qui désigne la partie de la municipalité en bordure du fleuve, les évoque. La plage sablonneuse attire les adeptes des bains de mer. Si froide fusse-t-elle, on prête aux eaux salines du fleuve des vertus thérapeutiques.

À Saint-Irénée, le villégiateur le plus célèbre est certes le financier Rodolphe Forget, dont la présence et les mondanités ont certainement marqué la vie des citoyens de la municipalité. Fréquentent aussi le lieu la famille du juge Joseph Lavergne, un ami de Wilfrid Laurier, et Adolphe-Basile Routhier, l'auteur des paroles du « Ô Canada ». La présence de Forget dans Charlevoix dépasse toutefois les excentricités de certains villégiateurs. Forget a été aussi député fédéral de la circonscription de Charlevoix et reste, en particulier, connu comme le principal promoteur du chemin de fer qui allait relier la région de Charlevoix à celle de Québec. C'est un projet de développement économique pour les uns et un projet insensé pour les autres. Les adversaires de Forget, reprenant un propos de L'Écho de Charlevoix, qualifie son rêve « de chemin de fer dans la lune ». Finalement, le chemin de fer reliera la région depuis Clermont à Québec au cours des années 1910.

Dans sa résidence à Saint-Irénée, nommée Gil'Mont, Forget étale certes sa richesse. On y offre même des spectacles. À sa luxueuse résidence, il invite même un héros populaire, Louis l'Aveugle, pour chanter devant ses invités. Sa présence aura marqué une époque à Saint-Irénée. Sans doute que sa balade en véhicule automobile en 1904 fut une première pour de nombreux résidents de Saint-Irénée. La résidence d'été de Forget a été détruite par un incendie en 1965.

Au XX<sup>e</sup> siècle, la population reste assez stable, du moins pendant sa première demie. Elle se situe à 1 069 en 1951, puis décline à 672 en 2001 avant de croître légèrement. Jusqu'aux années 1950, on vit surtout de l'agriculture, d'un peu d'artisanat et des activités de cabotage. L'agriculture apparaît d'ailleurs suffisamment importante pour justifier la fondation d'une coopérative agricole en 1946. Dans la deuxième moitié du siècle, l'économie est dominée par les activités agricoles et par le développement du secteur tertiaire, en particulier le tourisme. La municipalité devient aussi le siège d'un aéroport régional qui a été inauguré en 1962, mais qui, paradoxalement, fut cause des frictions entre les municipalités en raison de sa localisation et des coûts reliés à son exploitation.

Mais aujourd'hui ce que l'on associe surtout à la municipalité de Saint-Irénée, c'est le Domaine Forget, créé en 1978 à l'instigation du musicien François Bernier et établi sur le site fréquenté par les villégiateurs susmentionnés. Sur ce site historique, une académie internationale de musique et de danse se distingue par sa vocation artistique. Elle accueille des étudiants, présente des concerts et offre différentes activités. Sa salle de concert comble les mélomanes les plus exigeants.

*Par Normand Perron*



Coll. Société d'histoire de Charlevoix

▲ Vue du secteur de Saint-Irénée les Bains



Coll. Société d'histoire de Charlevoix - Mgr Thomas-Louis Imbeau

Résidence Gil'Mont, c. 1960

## Saint-Siméon

Saint-Siméon, village carrefour, lieu d'échanges et de communications, maritimes et terrestres, avec les territoires limitrophes du Saguenay, de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent. Une municipalité riveraine, structurée sur le plan religieux et civil en 1869, dont l'économie a reposé au fil des ans sur les activités de la forêt, de la terre, de la mer et des services.

Au début du 19<sup>e</sup> siècle, c'est d'abord l'imposant couvert forestier qui intéresse quelques marchands écossais, métis et canadiens-français qui font construire de moulins à scie à Port-au-Persil, à la rivière Noire et à Baie-des-Rochers. Et puis, à partir de 1820, les colons du secteur de La Malbaie recherchent des terres au-delà de Cap-à-l'aigle pour y pratiquer une agriculture de subsistance. De nouveaux rangs sont ouverts au peuplement. Une nouvelle paroisse religieuse, Saint-Fidèle, est formée en 1850. Le processus d'occupation du territoire continue sa marche toujours plus loin vers l'est, dans l'actuelle localité de Saint-Siméon, à la limite de la seigneurie de Mount Murray, située à la rivière Noire, et sur le canton Callière érigé en 1864. D'à peine 76 habitants en 1852, la population du secteur passe à 456 en 1871. Saint-Siméon en profite pour se détacher de Saint-Fidèle en 1869 avec la création d'une paroisse religieuse, le 30 mars, et d'une municipalité le 23 juillet de la même année.

L'économie locale, comme pour plusieurs villages de Charlevoix, se compose pendant longtemps d'un ensemble d'activités : l'agriculture, l'exploitation forestière et le cabotage. À l'instar des villages de la Haute-Côte-Nord, l'agriculture ne peut atteindre un développement majeur hors d'une vocation essentiellement de subsistance et devient marginale dans la deuxième partie du 20<sup>e</sup> siècle. L'industrie du bois de sciage est florissante dans le secteur au 19<sup>e</sup> siècle où l'on retrouve même deux moulins sur la rivière Noire sous le contrôle du Métis Peter McLeod (fils).

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, des installations sont encore aménagées afin de pratiquer la drave sur la rivière Noire. Le bois de pâte est recherché à partir de cette époque pour la production de papier journal. Des compagnies, comme la Price, possèdent des réserves forestières dans le secteur nord de la municipalité. L'épuisement des ressources ligneuses et des transformations technologiques font bientôt décroître ce secteur économique.

Entre 1860 et 1959, 27 bateaux sont construits à Saint-Siméon, dont 17 goélettes. Plusieurs résidents du secteur travaillent dans l'industrie du cabotage ou sur les bateaux blancs de la Canada Steamship Lines. À la faveur des années 1960, ces emplois disparaissent complètement avec la fin de ces services maritimes. Le service de traversier continue ses activités jusqu'à aujourd'hui. La compagnie Trans-Saint-Laurent Limitée fut la première entreprise à offrir ce service régulier entre Rivière-du-Loup et la rive Nord. La traversée inaugurale vers Saint-Siméon eut lieu le 24 juin 1909. Ce lien maritime entre les deux rives du Saint-Laurent permet de faciliter l'accès à la région à partir du Bas-Saint-Laurent. Plusieurs habitants travaillent ou profitent de la présence de ce traversier.

Aujourd'hui, malgré une dévitalisation causée par le déclin des secteurs traditionnels de son économie, Saint-Siméon avec ses 1360 habitants possède, grâce à sa situation de carrefour à la fois routier (Côte-Nord par la route 138, Saguenay par la route 362) et maritime vers d'autres régions, un secteur de services (restaurants, hôtels, stations services) qui lui a valu le statut de village-relais. Par le développement d'activités culturelles et touristiques, comme la ChantEauFête ou les croisières aux baleines, des initiatives sont prises afin de diversifier son économie.

*Par Christian Harvey*



Vue du village

Coll. Société d'histoire de Charlevoix





Coll. Société d'histoire de Charlevoix

Au coeur du village de Saint-Siméon, c. 1950



Coll. Société d'histoire de Charlevoix

Bénédition d'une goélette à Port-au-Persil, c. 1950

Entre deux promontoires s'étend une belle vallée « au milieu de laquelle se trouve le village pittoresque de Saint-Paul avec une grande église... Je crois que jamais je n'ai vu d'établissement situé dans un endroit aussi enviable... », s'émeut le soldat britannique John Knox, en 1759. Le soldat décrit alors l'un des plus anciens lieux de peuplement permanents de Charlevoix et à son regard s'offre une magnifique baie, la plus large du Saint-Laurent. Il a devant lui le lieu le plus habitable de la côte entre Tadoussac et le cap Tourmente, pour reprendre une observation de Pierre Boucher faite en 1664.

Les terres de la baie Saint-Paul avaient été concédées en 1636 lors de la création de la seigneurie de Beaupré, laquelle s'étendait de la rivière Montmorency à la rivière du Gouffre. En 1668, les droits sur la totalité de la seigneurie sont détenus par M<sup>gr</sup> de Laval et le Séminaire de Québec. Pendant des décennies, le Séminaire de Québec montre assez peu d'intérêt pour la mise en valeur des terres de la baie Saint-Paul. S'il n'autorise la venue des premiers colons qu'en 1685, il défend néanmoins ses biens. Ainsi refuse-t-il à Jean Serreau de Saint-Aubin le droit de conserver une terre où il s'était établi illégalement en 1670, et qui, comme d'autres, s'adonnait au commerce des fourrures. De même, il veille à ses intérêts face aux projets d'exploitation de la goudronnerie, le Séminaire étant plus intéressé à l'exploitation des pins qu'au développement d'un établissement agricole. Les démêlés juridiques consécutifs à l'établissement de la Goudronnerie royale de Baie-Saint-Paul mènent par ailleurs au détachement d'une petite enclave nommée seigneurie de la Rivière-du-Gouffre sur la rive est de la rivière du Gouffre.

C'est d'ailleurs dans l'exploitation des pins pour la fabrication de goudron que naissent les premiers projets de mise en valeur de la baie Saint-Paul sous l'intendance de Jean Talon. En dépit des différends avec le séminaire, la goudronnerie entre en activité en 1670. Elle s'accompagne d'une coupe de pins sans réserve, ce qui conduira à sa disparition dans les environs immédiats de Baie-Saint-Paul. Cette industrie perdure jusque vers 1750 sans jamais atteindre le succès escompté.

C'est surtout après 1710 que se multiplient les concessions de terre à Baie-Saint-Paul et que la petite colonie se consolide, entre autres avec l'érection canonique de la paroisse en 1714. Les habitants proviennent pour la majorité de la côte de Beaupré, des villages de L'Ange-Gardien, de l'île d'Orléans, de Château-Richer, de Beaupré. La population commence à s'accroître et elle passe de 208 habitants en 1690 à 487 en 1759 et à 1 291 en 1790. Cette croissance est beaucoup plus rapide au XIX<sup>e</sup> siècle alors qu'on recense 3 212 habitants en 1852 et 3 929 en 1901, mais en même temps les petites industries locales ne suffisent pas à retenir la population. On quitte en grand nombre pour se diriger vers les grandes villes, les uns pour travailler dans les usines, les autres comme domestiques, comme débardeurs. Une municipalité est constituée en 1855, mais le développement constant conduit à la création d'une municipalité de village en 1893 et de la municipalité de la Rivière-du-Gouffre en 1921.

Vers 1800, Baie-Saint-Paul s'impose à titre de principal centre régional et offre déjà un potentiel moindre en ce qui concerne les terres agricoles disponibles. Il faudra s'éloigner de plus en plus des environs immédiats de la baie et de la vallée et au fil des ans les terres des rangs situées sur les terres environnantes sont conquises. Vers 1840, on se dirige vers Saint-Urbain, aussi dans la vallée du Gouffre. On retrouve bientôt les plus hardis à Saint-Placide, loin à l'intérieur des terres et où les conditions d'existence vont longtemps demeurer difficiles sur des terres souvent ingrates et où la survie du hameau est maintes fois évoquée. Difficile pour les uns, la vie sur la terre réussit mieux à d'autres. Ainsi en est-il de ces agriculteurs du vieux terroir de Baie-Saint-Paul qui comptent parmi les premiers de la région à se tourner de façon décisive vers les activités laitières en adoptant le système des fromageries dans les dernières décennies de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à s'intéresser en plus grand nombre à leur cercle agricole et à leur société d'agriculture. En 1890, Baie-Saint-Paul compte 5 des 11 fabriques de la région et à la fin du siècle, elle sera la seule municipalité à posséder une beurrerie.

Pendant ce temps, au cœur de Baie-Saint-Paul se développe le village avec ses institutions dans le domaine de l'éducation et des soins. La plus connue de ces institutions sera l'hôpital pour déficients fondé par l'abbé Fafard et tenu par les Petites franciscaines de Marie, lequel hôpital connaît un développement considérable à compter des années 1920 consécutif au fait que le chemin de fer permet de transporter plus facilement les malades. L'abbé Fafard se montre par ailleurs fort actif dans divers aspects matériels de la vie villageoise.

Sur d'autres plans, Baie-Saint-Paul souffre d'une géographie difficile pour l'installation d'un quai fonctionnel. Les investissements répétés ne parviennent pas à corriger les difficultés d'accès d'un mauvais site que les courants et la marée handicapent. L'une des conséquences sera que les habitants verront avec envie les villégiateurs et les croisiéristes passer devant Baie-Saint-Paul sans arrêter, filant en direction de Pointe-au-Pic. Aussi Baie-Saint-Paul reste assez longtemps étranger à la villégiature. Les touristes ne viendront plus nombreux qu'avec l'automobile et les améliorations successives apportées au chemin des Caps à compter des années 1920.

Ce lieu déserté par les villégiateurs sera par contre le paradis des peintres et Baie-Saint-Paul peut s'en enorgueillir. Y séjournent des membres ou des peintres associés au Groupe des Sept, dont Alexander Young Jackson, Arthur Lismer, George Pepper, Kathleen Daly, Frederick Hutchison, des artistes qui sont attirés par la beauté des paysages et qui contribuent par leur œuvre à la renommée de la région. Y viennent également des peintres québécois, entre autres Clarence Gagnon et René Richard. Cette tradition aura certainement contribué à l'orientation culturelle des activités touristiques qui caractérisent aujourd'hui Baie-Saint-Paul, la deuxième municipalité la plus peuplée de Charlevoix avec ses 7 300 habitants.

*Par Normand Perron*



Vers Baie-Saint-Paul au milieu du 20<sup>e</sup> siècle

Coll. Société d'histoire de Charlevoix – Joseph Boily



La rue Saint-Jean-Baptiste, c. 1920

Coll. Société d'histoire de Charlevoix

Les Éboulements et Saint-Joseph-de-la-Rive forment aujourd'hui une seule municipalité, comme c'était le cas à l'origine. La désignation Les Éboulements est apparue à l'époque des voyageurs français. La toponymie des lieux semble l'expliquer, en particulier dans la partie Saint-Joseph-de-la-Rive où le tremblement de terre de 1663 aurait eu des effets importants. Puisqu'il est question de phénomènes physiques, ajoutons aussi que le toponyme s'applique au mont des Éboulements (770 m), apparu il y a 350 millions d'années à la suite d'un impact météoritique qui a façonné la majeure partie du Charlevoix habité.

La colonisation des Éboulements commencent plus tard que celle de l'île aux Coudres, de Baie-Saint-Paul et de Petite-Rivière. Un territoire, qui s'étend de la rivière du Gouffre, à l'ouest, jusqu'à Cap-aux-Oies, à l'est, est concédé en seigneurie à Étienne de Lessart en 1683. Il s'en départit en 1710 au profit de Pierre Tremblay, un résidant de Petite-Rivière. Vers cette époque commence son peuplement, mais la population reste disséminée pendant plusieurs décennies. De la famille Tremblay, la seigneurie passe, en 1810, aux mains de Pierre de Sales Laterrière.

On note l'ouverture des registres en 1732 et l'existence d'une chapelle aux Éboulements en 1734, mais l'érection canonique ne viendra qu'en 1825. Le cœur des Éboulements est alors Les Éboulements-en-Bas (Saint-Joseph-de-la-Rive) puisqu'on y établit la chapelle, l'endroit étant plus facile d'accès. Toutefois, l'eau menace peu à peu d'emporter l'église, en raison de l'érosion consécutive au déboisement des rives. Vers 1800, elle est débâtie et on transporte les matériaux pour une nouvelle église sur le plateau, ce qui fut une cause de frictions entre les paroissiens. On croit alors que la croissance du peuplement se fera dans l'avenir sur le plateau, là où l'espace est disponible avec l'ouverture de rangs.

Activités agricoles, pêches, coupes de bois occupent les habitants. Le Séminaire de Québec possède d'ailleurs un petit moulin à scie aux Éboulements dès 1728. Les habitants disposent d'un moulin à farine en 1790, ce qui suppose jusque-là des liens étroits avec Baie-Saint-Paul pour certains besoins. Mais les besoins en terre poussent de plus en plus les colons à se diriger vers Les Éboulements et, en 1790, on y compte 545 habitants. Il ne faut pas s'en surprendre: l'accès est plus facile que vers l'intérieur et le fleuve demeure la principale voie de communication. Par ailleurs, les doléances des habitants à compter de 1745 pour l'établissement d'un lien terrestre en direction Saint-Joachim sont longtemps sans effet, puisque ce chemin ne devient réalité qu'en 1820.

En dépit des avis partagés sur la valeur des terres du plateau, la colonisation agricole se poursuit. Mais comme ailleurs, des centaines de jeunes quittent, surtout après 1850, en raison d'une économie villageoise peu diversifiée. La population n'en croît pas moins, passant à 2 107 en 1852 et à 2 369 en 1901. De quelles activités vit la population au XIX<sup>e</sup> siècle ? Certains habitants s'adonnent à la pêche, dont celle du capelan, un poisson utilisé entre autres comme fertilisants pour les terres. La majorité cultive la terre et le nombre de fermes s'accroît au fil des décennies. L'agriculture évolue non seulement dans ses productions et aussi dans son organisation en vue d'une meilleure rentabilité. C'est dans cette optique

qu'est fondé aux Éboulements, en 1887, le premier cercle agricole connu de la région : le Cercle littéraire et agricole des Éboulements. Le curé de la paroisse et autres notables qui l'animaient en avaient aussi fait un lieu de culture.

D'autres succombent au charme de la villégiature. Ainsi, au milieu du siècle, l'annonce de l'arrivée prochaine d'un chemin de fer suffit à convaincre des habitants de se constituer en syndicat pour construire un grand hôtel au quai des Éboulements. Ce n'est pas sans raison. Avec le quai de la grande pointe des Éboulements, la municipalité des Éboulements dispose d'un quai en eau profonde dès 1853. Mais dans la course aux villégiateurs, Pointe-au-Pic l'emportera.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, par son poids démographique, la municipalité des Éboulements peut rivaliser avec La Malbaie et Baie-Saint-Paul. Elle bénéficie surtout de sa position centrale dans la région, ce qui lui permet de bien tirer son épingle du jeu en offrant des activités de services. Les difficultés de déplacement et la centralité des Éboulements contribuent à son choix comme siège de la cour de circuit en 1839. Les Éboulements tenteront d'être le choix du gouvernement pour accueillir le siège du district judiciaire en 1857, mais sans succès malgré le soutien du canton de Settrington, des paroisses de Saint-Irénée, de Saint-Urbain, des Éboulements et de Petite-Rivière.

Les citoyens des Éboulements ne tardent pas non plus à se distinguer dans le milieu scolaire et la mesure prise en 1829 en faveur des écoles d'assemblée ou de syndics motive les citoyens des Éboulements. Avec Baie-Saint-Paul et La Malbaie, Les Éboulements comptent parmi les premières municipalités de la région à disposer d'une école modèle. Après 1860, la paroisse a aussi sa petite bibliothèque paroissiale.

Au XX<sup>e</sup> siècle, la population des Éboulements décroît à 1 698 au milieu du siècle. Pour sa part, Saint-Joseph-de-la-Rive compte alors 347 habitants. La décroissance continue dans les décennies suivantes. En 2001, la municipalité ne recense que 1 249 habitants alors que sont fusionnées Les Éboulements et Saint-Joseph-de-la-Rive. Depuis, la population s'est accrue légèrement.

Son caractère agricole reste longtemps important, son territoire bénéficiant ici et là de micro-climats favorables à la production horticole. Par ailleurs, dans le contexte du développement coopératif qui est fort encouragée, des agriculteurs fondent une société coopérative agricole locale en 1945. Elle sera intégrée à une coopérative régionale, laquelle est établie aux Éboulements, mais dont la place d'affaires déménagera à Baie-Saint-Paul en 1959.

Le secteur de Saint-Joseph-de-la-Rive est fortement imprégné par les activités reliées au tourisme, compte tenu de son histoire et qu'il est sur le passage obligatoire conduisant au service de traversiers desservant l'île aux Coudres. Ce secteur se distingue aussi par la population qui l'habite, en partie originaire de l'extérieur de Charlevoix. Comme d'autres municipalités de la côte charlevoisienne, Les Éboulements vivent également au rythme de l'intérêt des populations urbaines pour les résidences principales ou secondaires en campagne.

*Par Normand Perron*



Coll. Musée de Charlevoix – Jean Palardy

Vue du village, c. 1940



Coll. Société d'histoire de Charlevoix

Devant le moulin banal, c. 1895

À proximité de Baie-Saint-Paul se trouve l'île aux Coudres, distante de 2,7 kilomètres de la rive nord du Saint-Laurent et de 16 kilomètres de la rive sud. Cette petite île, d'une superficie de 29 km<sup>2</sup> et de faible altitude, appartient au système géologique appalachien dont la limite nord est la ligne de Logan.

Il s'agit de l'une des nombreuses îles que compte le territoire québécois et parmi les plus anciennes qu'ont signalées les voyageurs et explorateurs européens lors de leurs périples sur le Saint-Laurent. Le Malouin Jacques Cartier, à son deuxième voyage à destination du Canada, y accoste le 6 septembre 1535, un peu à l'ouest du quai actuel, au nord de l'île, dans une petite baie qu'on nomme encore le Mouillage des Français. On doit d'ailleurs à Cartier le toponyme de l'île aux Coudres en raison de l'abondance des coudriers (noisetiers) qu'il trouve sur l'île et qu'il juge « aussi grosses et de meilleure saveur que les nôtres ». Même si le passage sur le côté nord est difficile à proximité de la baie Saint-Paul, Cartier vit peut-être dans cette île un lieu de mouillage plus sûr et plus facile d'accès que la côte avec ses falaises, ses battures et ses baies peu profondes à marée basse. C'est un lieu facile à repérer et on peut comprendre que les Iroquoiens la fréquentaient déjà à l'époque de Cartier, comme lieu pour les échanges, comme passage obligé.

Les basses terres comptent parmi les plus attrayantes pour leur potentiel agricole et, comme au XVII<sup>e</sup> siècle on accède à Charlevoix par voie fluviale, ce sont elles qui, les premières, trouvent preneurs. En plus, l'île bénéficie de meilleures conditions sur le plan climatique. À qui songe à l'occuper pour fins de colonisation agricole l'île offre de plus l'accès à des ressources marines qui peuvent faire l'objet d'une exploitation. La mise en culture des terres arables, certaines parmi les meilleures de Charlevoix, et l'exploitation des ressources marines rythmeront le quotidien des habitants.

C'est en 1677 que l'île est concédée une première fois en seigneurie. Elle est à nouveau concédée au Séminaire de Québec en 1710, mais les premiers résidents venus de Baie-Saint-Paul et de Petite-Rivière ne s'établiront qu'une vingtaine d'années plus tard. En 1790, la population atteint 566 habitants, 719 en 1852, 1 055 en 1901 et 1 676 en 1951. L'évêque autorise, en 1827, l'érection canonique de la paroisse de Saint-Louis-de-l'Île-aux-Coudres. La première municipalité, constituée en 1845, aura une vie éphémère, puisqu'elle est abolie en 1847. Là aussi on n'est guère favorable au système municipal. La municipalité de la paroisse de Saint-Louis sera à nouveau constituée en 1855. Saint-Bernard ne sera constitué en paroisse et en municipalité qu'en 1935 et 1936. Pour sa part, La Baleine, acquiert ce statut en 1951.

Pour coloniser l'île, on défricha, même trop, puisqu'au XIX<sup>e</sup> siècle il n'y a presque plus d'arbres sur l'île, pas même les fameux coudriers de Cartier. L'agriculture évolue au fil des décennies. On s'adonne d'abord au blé, puis on se laisse aussi tenter par les activités laitières à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais les fermes sont petites et offrent peu de potentiel.

Les agriculteurs préfèrent plutôt la culture de la pomme de terre et certains s'adonnent également à l'horticulture avec l'exploitation de vergers. Certaines fermes se distinguent et participent aux concours du Mérite agricole.

La plus connue des ressources maritimes exploitées dans les environs de l'île aux Coudres est certes la chasse aux bélugas, une chasse à laquelle s'adonnaient les Basques avant la venue de Jacques Cartier. Ce mammifère, que l'on désignait jadis sous le nom de marsouin, est fort répandu dans cette partie du Saint-Laurent. Cartier, qui dit de ces mammifères qu'ils sont « aussi blancs comme neige et sans aucune tache », avait d'ailleurs remarqué que les Iroquoiens le chassaient. Les Coudrislois – les Marsouins, diront d'autres – ou même les habitants de la côte s'y adonnent dès leur arrivée dans la région. Ils utilisent une technique empruntée aux Amérindiens. Elle consiste à planter dans la vase des piquets auxquels on attache des filets en forme d'entonnoirs et dont l'ouverture est assez large. Les bélugas s'engagent dans les filets à marée montante, mais ne peuvent s'en dégager lorsque la marée baisse.

Les Amérindiens appréciaient la chair du béluga. De ce mammifère, on extrait de l'huile qui, selon les obligations faites aux censitaires dans le cadre du régime seigneurial, est l'objet d'une redevance au Séminaire de Québec. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, cette « pêche » procure un revenu d'appoint qui assure aux insulaires une certaine aisance financière, selon l'abbé Alexis Mailloux, historien de l'île aux Coudres. Les habitants de l'île aux Coudres ont fait de cette chasse une spécialité jusque vers les années 1920, mais elle en déclin après 1870.

Les habitants de l'île ont toujours eu des liens avec les rives nord et sud du Saint-Laurent à l'aide de petites embarcations ou encore à destination de la Côte-de-Beaupré et de Québec grâce aux goélettes. Ce n'est toutefois qu'au XX<sup>e</sup> siècle que les liens entre les insulaires et la terre ferme sont facilités par un traversier à compter de 1915, du moins pour la saison estivale, remplaçant en partie un service que des équipes d'insulaires assuraient. La population devra toutefois attendre 1959 avant de bénéficier de ce service l'année durant. Le traversier demeure un service essentiel, aucun pont ne reliant l'île au continent.

De nos jours, l'île aux Coudres ne compte plus qu'une seule municipalité : L'Isle-aux-Coudres. Il y eut d'abord le regroupement des municipalités de Saint-Bernard-de-l'Île-aux-Coudres et de Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres en 1994 sous le nom de L'Île-aux-Coudres. En 2000, la fusion avec La Baleine donna naissance à la municipalité actuelle de L'Isle-aux-Coudres, dont la population atteint 1 200 habitants en 2010. Les activités agricoles, une tourbière mise en valeur au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la construction navale, le patrimoine de l'île avec ses moulins à moudre, ses musées maritimes évoquant l'épopée des goélettes, ses maisons ancestrales, l'église de Saint-Louis construite en 1885, sont à la base de l'économie de l'île.

*Par Normand Perron*



Coll. Société d'histoire de Charlevoix

Vue du moulin à vent et de l'église de Saint-Louis, c. 1950



Coll. Société d'histoire de Charlevoix

Un temps révolu : la traversée du fleuve en canot l'hiver

Municipalité en bordure du fleuve, première à l'est de la Côte-de-Beaupré et séparée de celle-ci par un imposant massif de 600 à 800 mètres sur une distance d'une trentaine de kilomètres, Petite-Rivière-Saint-François se situe à quelque 90 kilomètres à l'est de la ville de Québec. Sa localisation en fait l'un des plus anciens centres de peuplement de Charlevoix.

En 1603, Samuel de Champlain relate l'existence de Petite-Rivière alors qu'il vient « mouiller l'ancre à une anse dangereuse du côté du Nord, où il y a quelques prairies, et une petite rivière, où les Sauvages cabannent quelque-fois ». Les prairies que signale Champlain ont été apparemment détruites par l'érosion. En 1749, le botaniste Pehr Kalm note en effet que le fleuve emporte chaque année un morceau de sol et que les habitants craignent de perdre le peu qui leur en reste, à peine « une portée de mousquet ». Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'érosion des berges continue certainement de hanter les riverains et lorsque la mission de Saint-Placide est créée, on semble croire que ce sera un lieu où devront se réfugier tôt ou tard les habitants de Petite-Rivière. Au XX<sup>e</sup> siècle, on estime que le fleuve aurait pris « une largeur de terrain de 8 à 10 acres » (500 à 650 mètres). Il est probable que le ballast de la voie ferrée, construit au début du XX<sup>e</sup> siècle, ait mis fin à l'érosion sur certaines portions de la rive.

Puisqu'on peut y accéder par le fleuve, Petite-Rivière se prête tôt à la colonisation agricole. L'espace cultivable est toutefois restreint. Les premiers colons viennent en 1675 alors que le Séminaire de Québec autorise leur établissement dans cette partie de l'immense seigneurie de Beaupré. En 1713, on rapporte la présence d'une vingtaine d'habitants. La petite communauté s'enracine néanmoins : Petite-Rivière-Saint-François est érigée canoniquement en 1722, possède ses registres en 1734 et dispose d'une petite chapelle à compter de 1738.

La population continue de s'accroître, mais très lentement pour atteindre 170 habitants en 1790. À cette époque, aucune voie terrestre ne relie encore Petite-Rivière-Saint-François à la Côte-de-Beaupré, si on fait exception des chemins de grève. Ce n'est qu'en 1820 que le chemin des Caps relie Petite-Rivière à la Côte-de-Beaupré, chemin dont on dénonce régulièrement l'état lamentable. Malgré cet environnement difficile, la population s'élève pour atteindre 575 habitants en 1852. Elle continue d'augmenter dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle pour atteindre 855 habitants en 1901. En 1951, Petite-Rivière-Saint-François compte 1 306 habitants, ce qui est près de son sommet au XX<sup>e</sup> siècle.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les occupants de fermes de cette municipalité possèdent de grandes superficies de terre, des propriétés qui atteignent en moyenne 175 acres, mais le nombre d'acres améliorés reste limité en raison de la qualité du patrimoine agricole. Le relief accidenté et un bon sol arable limité en étendue font ici que la terre a plus de valeur pour le bois que pour ses qualités agricoles, en dépit d'un potentiel pour les cultures fruitières. Plutôt que l'agriculture, ce sera d'ailleurs, au fil du temps, l'exploitation du bois, la construction de

goélettes et les ressources du fleuve qui assureront leur subsistance. La détention de lots de bois à la superficie aussi étendue montre que la coupe du bois reste une activité importante pour le paysan. Une fois ses besoins assurés, celui-ci saura vendre son bois à des scieries locales ou à d'autres entrepreneurs dans le bois de sciage ou même dans le bois de fuseau.

Par ailleurs, la construction de goélettes à voile qui connaît une nette croissance dans la région de Charlevoix au XIX<sup>e</sup> siècle correspond au développement de l'industrie du cabotage et répond, entre autres, aux besoins de l'industrie forestière régionale. Leur construction s'effectue de l'automne au printemps, après la fin de la saison maritime, et elle procure du travail à de nombreux artisans menuisiers-charpentiers, équarisseurs, responsable du calfatage (calfat)... Après 1920, les constructeurs de Petite-Rivière-Saint-François compteront parmi les plus actifs avec ceux de l'île aux Coudres. Mais le chemin de fer et surtout les barges de plus grande capacité affecteront peu à peu l'industrie du cabotage et les activités des petits chantiers maritimes de ces municipalités.

Du côté des ressources maritimes, nombre de récits relatent l'existence de pêches à l'anguille dans le secteur dit de la « Petite Rivière », ce qui explique le sobriquet d'« anguilles » donné aux gens de cette municipalité. On ne pêche toutefois pas que l'anguille, mais aussi d'autres poissons comme l'éperlan. On s'adonne également à la chasse au marsouin ou béluga. Dans cette municipalité peu pourvue en terres agricoles, les revenus que procure l'anguille servent, entre autres, à payer une partie de la dîme au curé. Les habitants pratiquent la pêche commerciale jusqu'à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale.

Les améliorations apportées aux quais dans la région de Charlevoix sont bien accueillies dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, mais à ce chapitre les habitants de Petite-Rivière sont peu choyés et, au changement de siècle, ils attendent toujours... Leur situation géographique aidant, ils auront plus de chance avec le chemin de fer et ils bénéficient des avantages d'une gare ferroviaire à l'automne 1917. La ligne de chemin de fer, construite envers et contre tous par le financier Rodolphe Forget, qui est aussi député de la circonscription électorale de Charlevoix, contribue au désenclavement de Petite-Rivière, mais apportera assez peu à son développement.

Depuis le déclin de la villégiature et l'abandon des croisières, la région de Charlevoix mise beaucoup sur le développement de l'industrie touristique. La municipalité de Petite-Rivière-Saint-François, dont la population a décliné à 730 habitants en 2001, n'a pas échappé à cette orientation dont on espère beaucoup en retombées, mais dont on craint en même temps les effets sur le milieu de vie. Jadis un obstacle majeur au développement, le massif qui surplombe le village a pris une valeur inattendue dans le contexte du développement d'infrastructures reliées d'abord aux sports d'hiver et, plus récemment, à la mise en place d'une industrie touristique dont on veut maximiser les retombées.

*Par Normand Perron*





Coll. Musée de Charlevoix - Jean Palardy

▲ Récolte d'anguilles



Coll. Musée de Charlevoix

Goëlettes à Petite-Rivière-Saint-François

« Saint-Hilarion ... ma terre ardente et sauvage »

Olivar Asselin

Célèbre fils de la municipalité de Saint-Hilarion, le journaliste et pamphlétaire Olivar Asselin n'y réside toutefois que durant quelques années au cours de son enfance. Né en 1874, il quittera ce village avec sa famille en 1880, alors qu'il n'a pas encore six ans. Son père, Rieule Asselin, qui fut maire de Saint-Hilarion de 1868 à 1874 puis de 1879 à 1880, fut largement impliqué dans le célèbre procès politique de l'influence indue de 1876, une expérience qui marquera grandement son fils Olivar par la suite.

L'histoire de Saint-Hilarion remonte à la fin du 18<sup>e</sup> siècle. Dès 1792, les premiers habitants s'installent sur le territoire. Le lieu est d'abord connu sous le nom de canton de Settrington à compter de 1822. En 1855, la municipalité de Saint-Hilarion est formée officiellement et, en 1861, on y compte 540 habitants. Il faut toutefois attendre 1864 pour que la formation de la paroisse religieuse se concrétise officiellement. La population de cette localité agricole continuera par la suite de s'accroître pour atteindre 1 035 habitants en 1901, puis progresse lentement ou est assez stable avec 1 143 habitants en 1951 et 1 191 en 2006.

Très agricole, dotée de plusieurs rangs encore cultivés de nos jours, Saint-Hilarion constitue en quelque sorte le centre géographique de la région de Charlevoix. Haut perché dans les montagnes, le village possède une belle église de pierres reconstruite en 1925, après un incendie qui avait dévasté le premier temple paroissial. De nombreux moulins existent sur le territoire dont un à carder qui subsiste encore jusqu'à aujourd'hui. Il y a eu aussi une fromagerie dans la localité dès 1899. L'industrie du sciage est aussi présente depuis 1910. Cette municipalité se distingue par diverses productions géné-

rales, dont le poulet, le porc, le lait, mais aussi dans l'élevage de l'agneau, dans la culture des fraises et des framboises, dans le bleuets, dans la fabrication de fromage. Un bureau du ministère de l'Agriculture du Québec a été installé à Saint-Hilarion pour desservir l'ensemble de la région de Charlevoix. C'est aussi dans cette municipalité que sont établis depuis 1986 les bureaux de la radio CIHO-MF de Charlevoix.

À part Olivar Asselin, d'autres personnages d'importance proviennent de Saint-Hilarion. À ce titre, il faut signaler le Chanoine Philippe Tremblay, longtemps curé de La Malbaie et aussi Monseigneur Eugène Tremblay, ancien Évêque d'Amos. Notons de même le professeur Nérée Tremblay qui se fit l'historien de la paroisse en publiant une *Monographie de la paroisse de Saint-Hilarion* en 1948. La vie culturelle à Saint-Hilarion a toujours été très active, ainsi depuis plus de cinquante ans on y célèbre le Carnaval, un événement hivernal devenu incontournable dans la localité. Lieu de folklore reconnu tant pour ses artisanes habiles que pour ses conteurs intarissables, un film de Pierre Perrault de la série « *Au pays de Neuve-France* » immortalise les soirées consacrées à la chanson folklorique à Saint-Hilarion et notamment avec le merveilleux chanteur local connu sous le nom de « Petit Tremblay » dont le répertoire était fort impressionnant.

L'élévation du territoire de Saint-Hilarion permet l'observation de la nature pittoresque des alentours. Au cœur de l'astrolème de Charlevoix, témoin du passage fracassant d'une météorite dans le secteur il y a plus de 300 millions d'années, Saint-Hilarion fut le lieu de cette découverte par le géologue J.-P. Bassaget survenue en 1966. Une plaque commémorative rappelle d'ailleurs la chose et témoigne éloquemment du passé géologique surprenant de la localité.

Par Serge Gauthier



Coll. Société d'histoire de Charlevoix

Vue du village



Coll. Société d'histoire de Charlevoix

Au loin, le village de Saint-Hilarion



Coll. Société d'histoire de Charlevoix – Joseph Boily

Scène agricole d'hier

Associer un projet de développement minier ancien à une municipalité de Charlevoix, c'est évoquer immédiatement l'exploitation du fer à Saint-Urbain. Bien avant que ne débute la colonisation agricole de Saint-Urbain, la mise en valeur du minerai de fer des environs de Baie-Saint-Paul intéresse Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France de 1665 à 1672. Préoccupée par le développement économique de la colonie, Talon demande même une expertise à Jacques Cailhaut de la Tesserie qui note l'existence d'une mine de fer et aussi la présence de cuivre et d'argent. Mais aucun projet de mise en exploitation ne se concrétise dans l'immédiat. Il y a incertitude sur l'abondance de la ressource et surtout inquiétude sur la difficulté de transporter la matière première en raison des rapides sur la rivière du Gouffre. Les administrateurs de la colonie choisiront plutôt de mettre en valeur les forges du Saint-Maurice.

C'est aux terres arables qui sont situées aux confins de la plaine de la rivière du Gouffre que Saint-Urbain doit sa naissance. Cette occupation des terres en bordure de la rivière apparaît le prolongement naturel de la colonisation agricole à Baie-Saint-Paul dans la deuxième partie du XVIII<sup>e</sup> siècle. La population suffisante de ce secteur de la rivière et l'éloignement de l'église de Baie-Saint-Paul, qui est située à l'embouchure de la rivière du Gouffre, conduisent à l'érection canonique de la paroisse sous le nom de Saint-Urbain de Beaupré en 1827, laquelle est reconnue civilement en 1835. Les paroissiens attendront pendant plusieurs décennies avant que ne soit remplacée la chapelle construite en 1817. Les assises agricoles incertaines et le doute au sujet des mines de fer ont obligé l'évêque à la prudence. En 1855, la municipalité de Saint-Urbain est incorporée en vertu de l'Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada (1855). Vers la même époque est aussi créée la municipalité scolaire. Au recensement de 1831, on y dénombre une population de 591 habitants, en croissance dans les décennies suivantes puisqu'elle atteint 1 221 en 1901, 1 681 en 1951, puis en déclin dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> puisqu'on enregistre 1 430 habitants en 2001.

Dans le quotidien, l'agriculture, en dépit de ses limites, reste la base la plus stable dans le développement de Saint-Urbain. Dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, diverses actions sont prises pour consolider et améliorer le sort des agriculteurs. Un cercle agricole est fondé et la transformation du lait dans les fabriques doit stimuler la production de lait. Saint-Urbain dispose d'une première fromagerie en 1890. Mais l'orientation des fermes ne se confinent pas seulement au cheptel laitier et aux productions qui y sont associés. Comme chez les agriculteurs des autres municipalités du comté, ceux de Saint-Urbain trouvent avantageux l'élevage du dindon et succombent également à l'attrait du gain facile que procure la commercialisation des peaux de renard et de vison.

Activités agricoles et travail en forêt rythment certes la vie des habitants, mais Saint-Urbain vit aussi d'espoir avec les projets d'extraction de fer et comme municipalité où passe

une des routes qui permet l'accès terrestre au Royaume du Saguenay.

Parmi toutes les richesses minérales de Charlevoix, c'est sur l'exploitation de fer ilménite que l'on mise le plus. Au XIX<sup>e</sup> siècle, à la faveur du développement industriel en Amérique, les conditions semblent réunies pour l'exploitation du fer de Saint-Urbain. Une compagnie anglaise, la Canadian Titanic Iron Company, entreprend la construction d'un chemin à lisses de bois entre Baie-Saint-Paul et Saint-Urbain pour transporter les équipements de la future usine. La compagnie investit plusieurs centaines de milliers de dollars à Saint-Urbain et au début de 1872 commence l'exploitation du fer titané. Une grande déception attend toutefois les habitants puisque la compagnie cesse ses activités avant la fin de 1874. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, d'autres projets seront échafaudés, mais sans succès, entre autres pour des raisons technologiques. La production économique de fer titané restait un défi et il faudra attendre les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle avec l'utilisation de fourneaux électriques de grande puissance pour obtenir des résultats probants. L'exploitation du fer reprendra de façon épisodique au XX<sup>e</sup> siècle, continuera d'alimenter les conversations, mais toutes les velléités d'exploitation cesseront en 1966.

En ce qui concerne un bénéfice quelconque qu'aurait pu procurer un accès privilégié au Saguenay par une route la reliant à La Baie, il fut bien mince. Favorisé par un tracé plus court, mais défavorisé en raison du relief très accidenté et par d'autres considérations, le chemin de Saint-Urbain subit vite la concurrence d'autres voies d'accès vers le Saguenay. L'arrivée du chemin de fer lui fit même perdre son avantage pour le transport du courrier et le chemin tombe en désuétude en 1893. L'accès au Saguenay par Saint-Urbain va être plus tard rouvert et amélioré, mais sans grandes répercussions pour la municipalité.

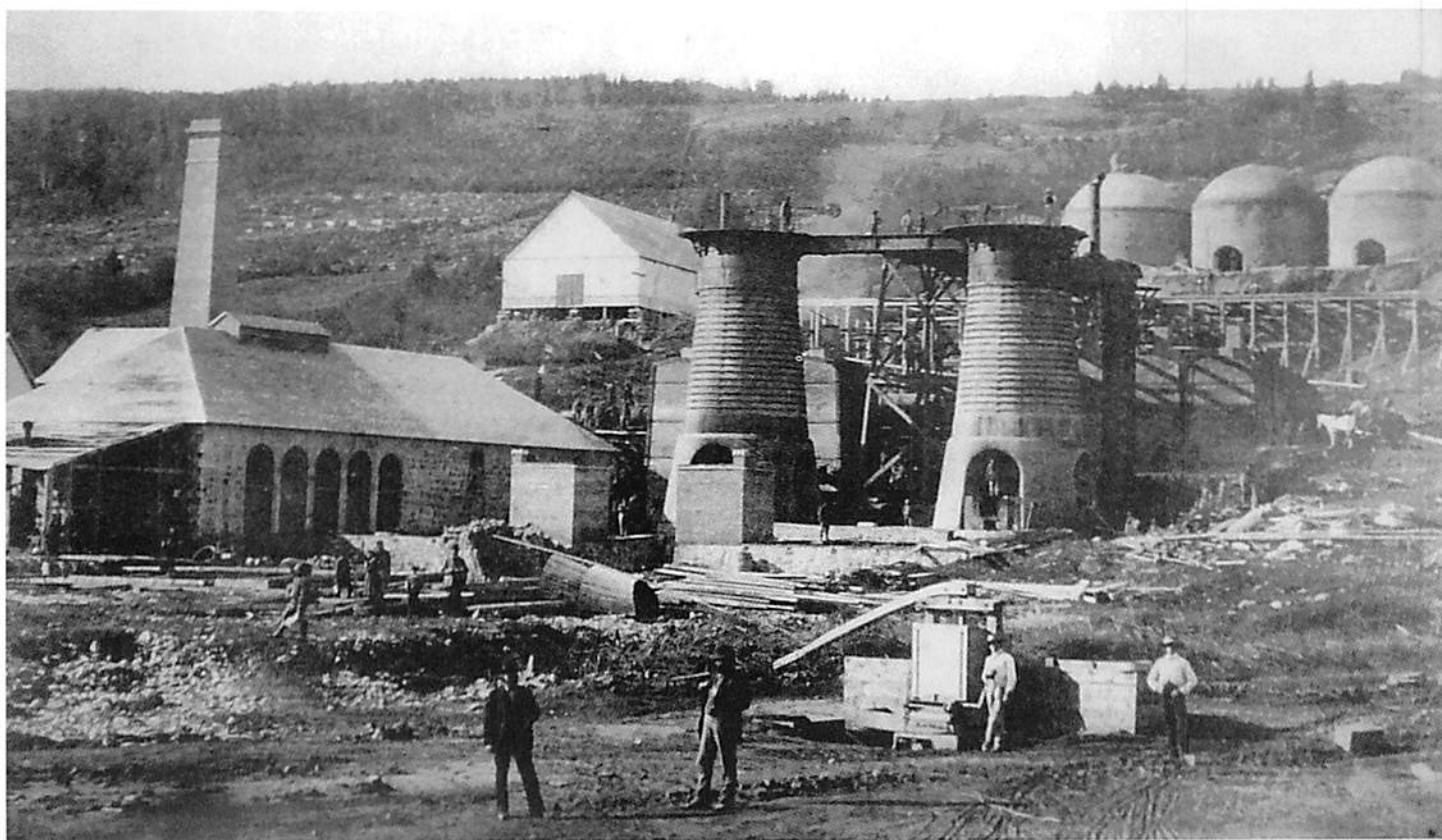
Enfin, les environs de Saint-Urbain ont tiré certains avantages de l'économie touristique. Certains apports économiques de la villégiature et du tourisme sont anciens. Les Grands Jardins, déjà reconnus au XIX<sup>e</sup> siècle pour leur beauté ou encore comme terrain de chasse ou pour ses clubs privés, dont le prestigieux *Murray River Fishing Club*, méritent l'attention. On en doit le nom à des villégiateurs que les arbres et l'aspect des lieux avaient fortement impressionné, leur rappelant les grands jardins anglais aménagés. Il s'agit d'une zone qui se distingue dans sa partie élevée par sa végétation, une pessière à lichen laquelle rappelle des particularités de la toundra, sans être une véritable toundra. L'abondance du lichen explique la présence d'un troupeau de caribous. Cet animal disparu vers 1925 mais réintroduit en 1969 peut s'alimenter l'hiver grâce au lichen. Devenu le Parc national des Grands-Jardins, on y trouve entre autres le mont du Lac-des-Cygnes, d'où s'offre à son sommet une vue spectaculaire de Charlevoix et qui rend compte d'un relief particulier relié au phénomène de l'astrobolisme.

Par Normand Perron



Coll. Municipalité de Saint-Urbain

Le village de Saint-Urbain, c. 1940



Coll. Municipalité de Saint-Urbain

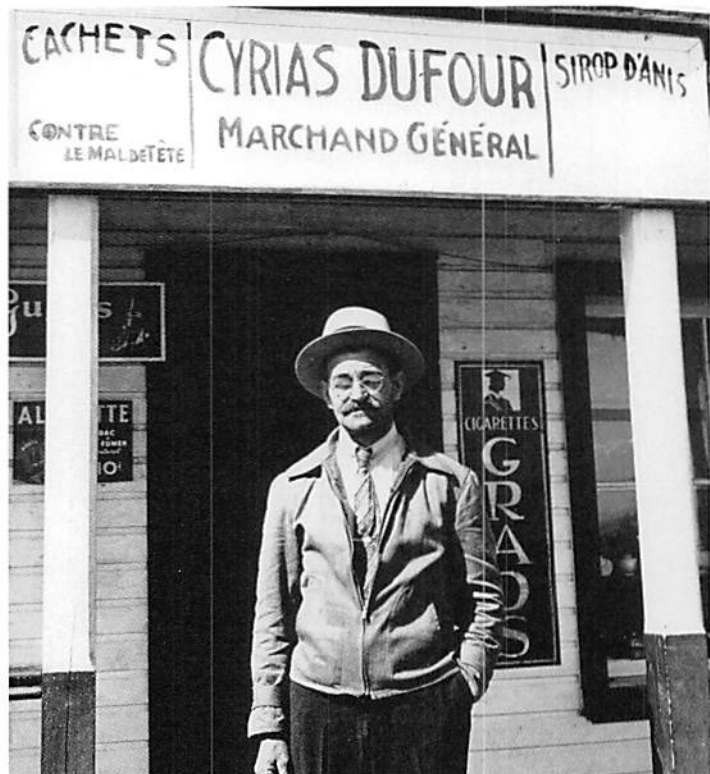
Les installations de la mine de fer, c. 1872

## En guise de conclusion



Coll. Société des Riverains

Vue ancienne du village de Petite-Rivière-Saint-François



Coll. GRAP

Cyrias Dufour, marchand général à Baie-Sainte-Catherine



Coll. Société d'histoire de Charlevoix

Soirée à Saint-Irénée



Coll. Donald Dufour

Récolte de foin à l'île aux Coudres



Coll. Société d'histoire de Charlevoix

Vue panoramique du village de La Malbaie, 1915



Charlevoix regorge de paysages à couper le souffle et cette renommée ne fait plus l'ombre d'un doute. Si nous profitons encore de ses mille et un points de vue, c'est parce que des femmes et des hommes en ont préservé toute la beauté.

Ces bâtisseurs ont aménagé leurs terres en tirant avantage des montagnes et du majestueux fleuve Saint-Laurent, en développant un sentiment d'appartenance à leur territoire qui se perpétue de génération en génération. Je reconnais leur volonté de transmettre cet attachement et la Société d'histoire de Charlevoix leur rend hommage.

Je tiens également à souligner le travail des élus qui, par leur implication et leur dévouement envers leurs concitoyennes et concitoyens, ont contribué à l'essor de leur municipalité.

Grâce à la Société d'histoire de Charlevoix, nous nous remémorerons aujourd'hui tout le chemin parcouru pour devenir ce que nous sommes.

*À toutes et à tous, bonne lecture!*



*Pauline Marois*  
Députée de Charlevoix  
Chef de l'opposition officielle

480, rue Saint-Étienne, bureau 100  
La Malbaie (Québec) G5A 1H5  
Téléphone : 418 665-4995



**MRC**  
de  
**Charlevoix-Est**

Le conseil des maires de la MRC de Charlevoix-Est est ravi de s'associer à la Société d'histoire de Charlevoix dans la publication de ce numéro portant sur les municipalités de Charlevoix. Cette association est vouée à soutenir la publication d'un périodique de qualité, essentiel à la connaissance de notre richesse patrimoniale, historique et culturelle.

Le conseil des maires de la MRC de Charlevoix-Est appuie de plusieurs façons la cause du patrimoine. D'abord par l'embauche d'une agente de développement culturel et par la participation financière à une entente culturelle en partenariat avec le ministère de la Culture du Québec. Ensuite, par l'identification au schéma d'aménagement et de développement d'orientations et d'objectifs visant à protéger et à mettre en valeur le riche patrimoine de notre MRC.

Conscient de la responsabilité qui incombe aux élus locaux de protéger des sites uniques tels que l'arrondissement historique du boulevard des Falaises, berceau de la villégiature au Canada; le Manoir Richelieu; Cap-à-l'Aigle, village des lilas; les paysages de l'arrière-pays et du littoral; etc., le conseil des maires est persuadé que la qualité de vie de ses citoyens et l'essor économique de la région passent par la protection et la mise en valeur du patrimoine charlevoisien sous toutes ses formes.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bernard Maltais'.

Bernard Maltais  
Préfet